

Non à Chirac et Le Pen! Pour un boycott des élections présidentielles en France par la classe ouvrière

Lettre ouverte à Lutte ouvrière, à la Ligue communiste révolutionnaire et au Parti des travailleurs

**Par le comité de rédaction du World Socialist Web Site
29 avril 2002**

Les élections présidentielles de 2002 ont imposé une grande responsabilité politique aux dirigeants, adhérents et sympathisants de Lutte ouvrière (LO), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et du Parti des travailleurs (PT). Plus de 3 millions de personnes ont donné à vos candidats un vote sans précédent au premier tour. Mais au premier tour, on a aussi vu une percée du Front national avec le candidat fasciste Le Pen arrivé deuxième et qui s'opposera au président Chirac au second tour le 5 mai.

Les millions de personnes qui ont voté pour vos candidats s'attendent à ce que vous vous prononciez avec clarté et avec force sur cette crise politique. La question est posée et il faut y répondre: quelle est la position de vos organisations sur le scrutin du 5 mai? Comment les travailleurs et les jeunes français vont-ils développer leur lutte pour défendre leurs intérêts sociaux et vaincre le danger fasciste?

Le World Socialist Web Site lance un appel à toute organisation qui cherche à défendre la classe ouvrière à faire campagne activement pour le boycott des urnes aux élections présidentielles du 5 mai. Pas de soutien politique ni pour Le Pen ni pour Chirac! Mobilisez les travailleurs et les jeunes français contre ce faux « choix » antidémocratique.

Malgré les différences historiques et politiques bien connues entre vos trois partis et le Comité International de la Quatrième Internationale, lesquelles nous ne cherchons pas à cacher, nous pensons qu'il est essentiel de proposer cette campagne et d'en expliquer son fondement politique.

Pourquoi un boycott? Parce qu'il faut répudier toute légitimité à cette élection frauduleuse ; parce qu'il faut établir une politique indépendante pour la classe ouvrière ; parce qu'un boycott actif et offensif créerait les meilleures conditions pour les luttes qui suivront les élections.

Un appel au boycott de la part de vos trois partis, accompagné d'une campagne offensive, aurait un caractère tout autre qu'une simple abstention individuelle. Il servirait

à éduquer les masses politiquement, et surtout les jeunes qui ont été galvanisés par le choc du succès de Le Pen au premier tour.

Il faut que ces nouvelles forces apprennent des enseignements politiques importants. Il leur faut apprendre à ne pas se laisser duper par les mensonges de l'establishment politique bourgeois - la droite gouvernementale et la gauche gouvernementale, ainsi que les médias - qui affirment que voter pour Chirac représente la défense de la démocratie, le salut de l'« honneur » de la France, la création d'« un front antifasciste », et ainsi de suite.

La classe ouvrière ne peut faire confiance à la bourgeoisie française, corrompue et réactionnaire, pour la défense des droits démocratiques ni pour s'opposer au fascisme. La campagne électorale de Chirac, qui adopta en bloc la rhétorique sécuritaire de Le Pen, en est la preuve incontestable.

D'aucuns vont prétendre que boycotter le scrutin du 5 mai renforcera Le Pen et son mouvement fasciste. Nous rejetons de telles affirmations sans réserve. La politique n'est pas l'arithmétique, et pour s'opposer à Le Pen il n'est pas nécessaire de soutenir Chirac. Au contraire, c'est précisément la campagne officielle de soutien pour Chirac, campagne qui unifie la droite gouvernementale et la gauche gouvernementale, qui renforce l'affirmation entièrement fautive et démagogique de Le Pen que c'est lui seul qui exprime l'opposition populaire à l'establishment politique.

Une campagne de boycott et d'opposition à grande échelle au scrutin du 5 mai qui sera menée par la gauche socialiste et qui mobilisera les travailleurs contre Le Pen et Chirac, dégonflerait les fausses prétentions de Le Pen et montrerait aux masses qu'il y a bien une force sociale qui conteste l'ordre social et politique actuel.

Il faut clairement dire qu'à ce jour la position qu'ont prise les représentants de LO et de la LCR revient à appuyer tacitement un vote pour Chirac. LO « n'appelle pas à l'abstention au second tour » a déclaré la candidate présidentielle de LO, Arlette Laguiller. Dans une déclaration

du bureau politique de la LCR, on peut lire « La LCR se mobilise pour que Le Pen ait le moins de voix possible le dimanche 5 mai. Nous comprenons les électeurs qui votent Chirac pour s'opposer à Le Pen, mais nous ne pensons pas que Chirac soit le rempart face à cette nouvelle montée de l'extrême droite. »

Au cours de la campagne électorale du premier tour, vos partis ont ardemment dénoncé le caractère de droite de la présidence Chirac, et ont décrit Chirac, correctement, comme la personnification de la réaction bourgeoise corrompue. Comment pouvez-vous maintenant laisser entendre qu'un vote pour Chirac soit permis, compréhensible ou défendable ? Vos propres déclarations et avertissements ne devraient-ils pas être pris au sérieux ?

La déclaration de la LCR laisse entendre qu'on ne peut répondre aux arguments en faveur d'un vote pour Chirac au second tour, ou que d'appeler ouvertement pour le boycott de Chirac et de Le Pen ne sera pas compris des masses. C'est une grande sous-estimation du potentiel politique de la situation actuelle.

Qui est responsable pour le succès de Le Pen ?

Sans vouloir minimiser les dangers que représente le Front national, le vote pour Le Pen ne représente pas un appui de masse pour un programme fasciste en France, encore moins l'émergence d'un mouvement fasciste à la Mussolini ou à la Hitler. Même parmi tous ceux qui ont voté pour Le Pen, il n'y a qu'une petite fraction qui appuie en fait son programme social et l'établissement d'un régime dictatorial de droite.

Si Le Pen devait, contre toute attente, gagner le vote présidentiel, il ne pourrait pas soumettre le peuple français à une dictature autoritaire. Dans la campagne que mènent les médias et l'élite politique en faveur de Chirac, la menace immédiate que pose Le Pen est grotesquement exagérée, exagération qui a pour but de terroriser la classe ouvrière pour qu'elle appuie une politique de collaboration de classe. Pour lutter contre Le Pen, nous devons correctement diagnostiquer la cause de la maladie politique dont il est le symptôme. La cause du malaise actuel est qu'il n'y a pas d'alternative socialiste aux politiques capitalistes.

Le Pen a profité politiquement et idéologiquement de l'abandon de la classe ouvrière et de ses intérêts par les partis qui déclaraient la représenter. Comme Jospin l'a admis lors de sa campagne, son parti peut porter le nom de « socialiste », mais son programme n'est « pas socialiste ». Le Parti socialiste cherche à administrer, au nom des capitalistes, un État-providence qui n'offre plus de protection sociale, et qui, au contraire, réduit continuellement le niveau de vie et les conditions sociales des ouvriers. Le gouvernement Jospin a pris sur ses épaules d'imposer tous les sacrifices en terme d'emplois et de programmes sociaux qui étaient nécessaires pour établir le système monétaire européen et lancer l'euro.

Quant au Parti communiste, il est depuis des décennies le principal pilier du capitalisme français au sein de la classe ouvrière. Dans la période récente, c'est l'organisation

stalinienne qui porte principalement la responsabilité de l'introduction au sein de la classe ouvrière du poison qu'est le chauvinisme anti-immigré. Il y a 20 ans, le dirigeant et candidat présidentiel du Parti communiste, Robert Hue, s'est fait connaître, en tant que maire d'une banlieue de Paris pour avoir suscité la haine et la crainte envers les ouvriers immigrés. C'est ainsi qu'il a ouvert la voie à Le Pen dans les banlieues de la classe ouvrière et les anciens bastions du Parti communiste du nord de la France.

Le Pen s'est renforcé principalement à cause des politiques de droite mises en place par les partis de la gauche depuis 20 ans. C'est ce qui a généré le sentiment d'aliénation et de découragement qu'a pu exploiter le Front national. Et pourtant, la solution au défi fasciste, selon ces mêmes politiciens sociaux-démocrates discrédités, est d'aller encore plus à droite et d'appuyer Chirac le 5 mai.

Il est naturel pour Jospin, Hollande, Chevènement et les autres d'appeler pour un vote pour Chirac. Pour eux, cela ne nécessite pas de réorientation politique importante, puisque qu'ils partagent avec lui le même cadre politique. Ils ont étroitement travaillé avec Chirac durant les cinq ans de la cohabitation, appuyant non seulement sa politique intérieure réactionnaire, mais encore l'implication de la France dans une série d'interventions militaires impérialistes allant de la Bosnie et du Kosovo jusqu'en Afghanistan.

La déclaration de Jospin et Cie. que c'est une « gauche divisée » qui est responsable de la victoire de Le Pen est un argument qui ne vise pas seulement la campagne présidentielle de LO, la LCR et du PT, mais aussi l'existence de toute organisation politique de la classe ouvrière qui serait indépendante de la bourgeoisie. La logique de cet argument est la liquidation de toutes les tendances politiques qui se réclament du socialisme dans un large courant où la ligne politique serait déterminée par les forces le plus à droite, quelque chose du type du Parti démocrate aux États-Unis qui a eu pour résultat l'accession de George W. Bush à la Maison Blanche.

Nous rejetons avec mépris les déclarations intéressées de Jospin et du Parti socialiste et de leurs apologistes comme Daniel Cohn-Bendit, que c'est la gauche socialiste qui porte le blâme de la percée de Le Pen. Le fait qu'une proportion non négligeable d'ouvriers ait voté pour leurs pires ennemis est sujet de préoccupations pour tous les véritables socialistes. Mais la responsabilité pour ce dangereux développement incombe à ceux qui ont systématiquement trahi la classe ouvrière durant des décennies.

La dimension internationale

La campagne électorale pour le premier tour a généralement ignoré les dimensions internationales de la crise qui confronte la classe ouvrière. Mais il n'y a pas de doute, que Le Pen et Mégret ont tiré avantage du fait de se présenter comme les opposants de Bruxelles, en blâmant l'intégration européenne, l'introduction de l'euro et les immigrés pour la croissance du chômage et la détérioration du niveau de vie de la classe ouvrière.

La classe ouvrière doit offrir une alternative progressiste plutôt que rétrograde à la mondialisation capitaliste. Elle doit opposer à la démagogie chauvine et anti-immigrée son programme basé sur l'internationalisme socialiste. La mondialisation capitaliste signifie une « Europe sans frontières » seulement pour les patrons et les entreprises, alors que les ouvriers sont prisonniers des frontières nationales. Nous rejetons l'utopie réactionnaire du retour à un projet national français (qui n'était déjà plus viable il y a 20 ans sous Mitterrand) et luttons pour les États-Unis socialistes d'Europe, qui donneront la liberté aux ouvriers de toutes les races et de toutes les nationalités de voyager, travailler et s'établir où bon leur semble.

L'essence du socialisme est l'internationalisme. La lutte pour la défense des intérêts des ouvriers et de la jeunesse de France est inséparable de la lutte contre l'impérialisme, non seulement américain, mais aussi français, britannique, allemand et japonais. Le plus grand crime de la coalition menée par le Parti socialiste fut son appui à l'impérialisme français en Afrique, au Moyen-Orient, dans les Balkans et dernièrement en Afghanistan. Jospin a ainsi pris place du même côté des barricades que Le Pen, l'ancien parachutiste et tortionnaire en Algérie.

Ceux qui appellent pour un vote pour Chirac au nom de la défense de la démocratie en France tournent le dos à ces questions internationales cruciales. Voter pour Chirac signifie prendre la responsabilité politique pour un gouvernement qui a déjà promis de participer à la guerre américaine contre l'Irak, une intervention impérialiste qui risque de déstabiliser l'ensemble du Moyen-Orient et de déboucher sur une généralisation de la guerre entre pays impérialistes.

Les enseignements de l'histoire

S'il était légitime pour la gauche d'appeler à voter pour le réactionnaire Chirac au nom de la « défense de la démocratie », alors il serait aussi légitime de voter pour le programme de son gouvernement une fois au pouvoir, et même de joindre son gouvernement en tant que législateur ou membre de son cabinet. Il y a une longue et tragique histoire de politiques opportunistes de ce type dans le mouvement ouvrier français, qui remonte à Alexandre Millerand, le premier politicien socialiste à joindre un gouvernement bourgeois il y a de cela un siècle. Millerand lui aussi a déclaré être motivé par le besoin de défendre la démocratie contre la menace de l'ultra-droite que représentaient les anti-dreyfusards. Le gouvernement dont il faisait partie a finalement massacrés des ouvriers en grève.

Ce sont les mêmes excuses qui furent utilisées pour justifier la formation du Front populaire en France en 1936, qui était une alliance du Parti socialiste, du Parti communiste et du Parti radical bourgeois. Le gouvernement du Front populaire, arrivé au pouvoir grâce à l'appui de la classe ouvrière, a fait des pieds et des mains pour désamorcer le mouvement révolutionnaire, qui a pris la forme d'une grève générale massive, et pour sauver le capitalisme français. Une fois le travail accompli, à savoir de retenir, de trahir et de

démoraliser la classe ouvrière, il a donné le pouvoir à la droite, ce qui a ouvert la voie à l'effondrement de 1940 et à l'établissement du régime pro-fasciste de Vichy.

Dans certains milieux, il y a eu des tentatives cyniques et erronées de justifier un vote pour Chirac en citant l'exemple de la lutte de Trotski contre les politiques stalinienne d'ultra gauche de la « Troisième période », particulièrement en Allemagne dans les années de la montée de Hitler au pouvoir. Trotski s'est opposé à la politique adoptée par la direction stalinienne du Parti communiste allemand qui identifiait les sociaux-démocrates au fascisme et rejetait toute alliance des organisations de la classe ouvrière pour vaincre la menace du nazisme.

La campagne de Trotski pour un Front unique combatif de la classe ouvrière, toutefois, n'avait rien en commun avec le virage à droite subséquent des staliniens vers le Front populaire qui subordonnait la classe ouvrière aux partis bourgeois au nom de la « défense de la démocratie ». C'est cette politique, qui mena à la défaite de la révolution espagnole et au désastre en France, au Chili ainsi que dans des douzaines d'autres pays, qu'on tente de raviver avec la campagne de soutien à Chirac.

Il serait erroné d'identifier mécaniquement la France de 2002 à l'Allemagne de 1932 ou de comparer Le Pen à Hitler. Peu importe les similitudes idéologiques et politiques entre le Front national et les nazis, le mouvement de Le Pen est à ce jour beaucoup plus faible. Les gains qu'il a pu faire ne sont pas le résultat d'une radicalisation des masses de la petite-bourgeoisie ruinée par l'impact de l'effondrement mondial du capitalisme. Ils sont plutôt explicables par la désorientation de la classe ouvrière, désorientation qui, elle-même, est le résultat du déclin prolongé et de la perte de crédibilité des partis traditionnels.

Néanmoins, la comparaison historique tient pour l'aspect suivant : ceux qui demandent un vote pour Chirac pour « arrêter Le Pen » empruntent la voie tracée par les sociaux-démocrates allemands qui, lors des élections présidentielles de 1932, avaient appuyé le militariste réactionnaire Hindenburg pour « arrêter Hitler ». En janvier 1933, ce même Hindenburg, devenu président, nomma Hitler au poste de Chancelier de l'Allemagne. Tout au long de la catastrophe en Allemagne, la social-démocratie s'est aplatie devant les partis et l'État bourgeois, s'opposant à tout effort pour une mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le fascisme.

Chirac n'a aucune différence politique de principes avec Le Pen. S'il le considérait politiquement opportun, il pourrait parfaitement faire appel à Le Pen pour renforcer ou même rejoindre son gouvernement dans une confrontation avec la classe ouvrière.

La question historique essentielle est que la classe ouvrière adopte un point de vue politique indépendant et développe sa propre force sur toutes les questions, y compris la question brûlante de la lutte contre le fascisme. En dernière analyse, ce n'est que la force politique propre de la classe ouvrière, et non les institutions et les partis de l'État bourgeois, qui pourra défendre les droits démocratiques.

La voie progressiste aujourd'hui

Une campagne combative pour un boycott au second tour sera la meilleure façon de préparer la classe ouvrière à organiser une lutte contre celui des candidats qui remportera l'élection présidentielle.

Ceux qui appellent au vote pour Chirac font comme si la politique commençait et se terminait le 5 mai. Ils ignorent les implications d'une campagne pro-Chirac non seulement sur les élections législatives du mois de Juin, mais surtout sur les luttes de classes et les luttes sociales qui se développeront inévitablement après l'élection.

Rappelons ce qui a suivi la précédente élection de Jacques Chirac au poste de président de la République. Moins de six mois après son arrivée à l'Élysée, la France connaissait son plus important mouvement de grève et de protestations étudiantes depuis mai-juin 1968. Les luttes de novembre-décembre 1995, qui furent provoquées par les attaques du gouvernement Juppé contre les retraites et d'autres avantages sociaux, ont pris la bourgeoisie par surprise, miné le gouvernement Juppé et créé les conditions pour la défaite des gaullistes et pour l'élection d'un gouvernement dirigé par le Parti socialiste, à la grande surprise de Jospin lui-même et des autres dirigeants de la gauche officielle.

Compte tenu de ces faits, la campagne actuelle pour un vote « 100% Chirac » est une tentative de paralyser politiquement la classe ouvrière à la veille de luttes dont les proportions dépasseront de loin celles de 1995. Un vote massif pour Chirac aura pour effet d'accroître considérablement son autorité politique en tant que politicien quasi bonapartiste. Il usera de cette autorité sans vergogne à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière.

Il existe de nombreux indices que les dirigeants du Parti socialiste tout comme ceux d'autres organisations du « gouvernement de gauche » sont pleinement conscients de cette objectif. Donc ils exigent la fin des manifestations de masse contre Le Pen, car inquiets qu'elles entravent la continuation du programme de droite de privatisation, de destruction des conditions de travail et d'élimination des emplois dans la période après les élections.

Ce qu'il faut retenir du dernier quart de siècle, c'est qu'il est impératif de combattre l'influence politique réactionnaire d'organisations vieilles, dépassées, fossilisées et qui autrefois parlaient au nom de la classe ouvrière. Aujourd'hui ces organisations ne sont plus que des coquilles vides, ne survivant que grâce à une bureaucratie intéressée et grâce aux subsides de l'État.

L'évolution de Jospin lui-même démontre bien les conséquences pernicieuses de décennies d'adaptation à ces vieilles organisations. Il offre l'exemple classique de celui qui a voulu utiliser les principes politiques et la réputation historique de Léon Trotski pour couvrir son opportunisme. Sa carrière politique s'est terminée par une démission honteuse, en abandonnant littéralement ses responsabilités politiques au moment même où les plus graves dangers menacent la classe ouvrière.

La politique française et la politique mondiale sont à un tournant de leur histoire. Tout dépendra, comme Trotski l'a expliqué il y a longtemps, du « facteur subjectif », c'est-à-dire de la direction révolutionnaire et de la conscience politique de la classe ouvrière. Donnée une direction qui n'est pas hypnotisée par l'opinion publique bourgeoise, confiante en la classe ouvrière et en sa force politique, la débâcle de Jospin et du Parti socialiste ouvrira la voie au développement d'un mouvement politique indépendant de masse de la classe ouvrière, fondé sur un programme socialiste et internationaliste.

Les véritables sentiments de millions d'ouvriers et de jeunes n'ont trouvé qu'une bien pâle expression dans les votes donnés à LO, à la LCR et au PT le 21 avril dernier. Il est indispensable de parler franchement aux membres et aux partisans de ces partis : sur la base des déclarations et des faits et gestes de vos dirigeants, vos organisations n'ont à ce jour fait preuve d'aucune compréhension de l'immense responsabilité qui repose aujourd'hui sur eux. Vous êtes appelés par la crise actuelle à donner une direction décisive. Ceci signifie concrètement de reprendre à votre compte l'appel pour le boycott des élections du 5 mai. Le *World Socialist Web Site* encourage tous les socialistes de France à soulever cette demande et à lutter pour sa réalisation.

© World Socialist Web Site

<http://www.wsws.org> et <http://www.wsws.org/francais>

Pour contacter le World Socialist Web Site

Email: editor@wsws.org